



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2093>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1007 - février 2001 -

Date de mise en ligne : samedi 6 décembre 2008

Date de parution : février 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Suppressions d'emplois

" La direction de Danone prévoit la fermeture de sept usines en France et dix en Europe, entraînant au total la suppression de 3.000 emplois dont 1.700 en France [1].

" Le constructeur américain d'ordinateurs Gate-way a annoncé la suppression de plus de 10% de ses effectifs « en raison de la détérioration continue de la demande mondiale pour les PC » [1].

" La maison de vente aux enchères Sotheby's va supprimer 8% de ses 1.900 emplois, notamment dans ses activités internet [1].

" Le groupe français de construction électrique a annoncé la suppression de 550 emplois dans son usine de Montreal [2].

" Air Canada a annoncé qu'il allait réduire ses effectifs de 8% en supprimant 3.500 postes [3].

" Le New York Times vient d'annoncer qu'il allait licencier 69 salariés (sur 400) de sa division Internet afin de réduire les coûts d'exploitation de la société. Cette mesure lui permettra d'économiser près de 6 millions de dollars.

" Dans les entreprises liées à internet, les licenciements se multiplient : aux États-Unis, dans les six derniers mois, plus de 36.000 emplois ont été supprimés.

" Toujours aux États-Unis, les entreprises ont annoncé en décembre 2000 la suppression de 133.713 emplois. Selon les statistiques du cabinet d'études sociales Challenger, Gray and Christmas, c'est le nombre le plus élevé sur un mois depuis huit ans.

" Chrysler, la filiale américaine du groupe allemand Daimler va annoncer la suppression de 20.000 emplois et la fermeture de 6 usines [4].

Obscène

On sait que malgré leurs pleurnicheries habituelles les entreprises françaises font depuis quelques années de somptueux bénéfices. Ce qui n'empêche pas leurs dirigeants de tenter d'imposer à leurs employés une modération salariale « en contrepartie de 35 heures ». Eux, par contre, s'octroient de substantielles augmentations « pour rattraper leur retard par rapport à leurs collègues anglo-saxons ».

Quelques exemples [5] : la rémunération de Jean Peyrelevade, patron du Crédit Lyonnais, passe de 2 millions de francs en 1999 à 4,2 millions de fixe et près de 3 millions de bonus en 2000, grâce à la privatisation de sa banque ; Philippe Bourguignon, patron du Club Méditerranée, a reçu 3 millions en fixe et 3,4 millions en salaire variable dépendant du résultat de l'entreprise ; on sait aussi que « un Messier vaut 247 smicards ».

En principe, pour que les dirigeants ne fixent plus eux-mêmes leur salaire, les entreprises ont mis en place des "comités de rémunérations". Mais ils sont composés de dirigeants d'autres entreprises et, comme le dit Mme Neuville, porte-parole des petits actionnaires, « cela suscite des renvois d'ascenseurs entre les gens qui se rémunèrent entre eux ». Et en plus, ils voudraient casser le régime actuel de retraites ! C'est franchement obscène.

L'internationale revisitée

On se rappelle qu'il y a un peu plus d'un an des fermiers américains s'étaient cotisés pour payer la caution de José Bové avant son procès. En novembre dernier, ce sont les militants du syndicat SUD d'Orléans qui se sont mobilisés pour venir en aide à leurs collègues américains de la librairie en ligne Amazon. Des opérations analogues ont eu lieu dans les centres de distribution d'Amazon en Allemagne et en Angleterre. Les syndicalistes américains ont alerté les syndicats français sur les conditions de travail qui règnent à l'intérieur des sites de l'entreprise aux États-Unis : horaires de travail démentiels (jusqu'à quatorze jours sans repos et plus de cinquante heures hebdomadaires) ; avantages sociaux et assurance-maladie non étendus aux familles ; salaires versés en partie sous forme de stock-options alors qu'Amazon n'a pas encore réalisé un seul dollar de plus-value boursière et que ces stock-options sont bloqués cinq ans,...

Comme le soulignent les responsables de SUD, à l'heure de la mondialisation « on ne peut pas se contenter de se battre pays par pays contre les décisions prises au siège central d'une multinationale ».

L'A.B.C. du management modèle

Selon Carol Galley, coprésidente De Merrill Lynch Investment Managers, premier gestionnaire de fonds britannique et sixième au monde, qui gère 555 milliards de dollars (la moitié du PIB français) : « L'entreprise modèle n'existe pas. Ce qui importe, c'est la manière dont elle est gérée dans l'intérêt de ses actionnaire ... En analysant un bilan, je me pose la question suivante : : cette société est-elle gérée de manière suffisamment efficace pour survivre dans un environnement dérèglementé ?... Le devoir du management est d'offrir aux actionnaires un rendement approprié. Ces dix dernières années, les investisseurs institutionnels sont devenus plus exigeants, ils réclament des comptes aux entreprises dans lesquelles ils investissent les fonds de leurs clients. Cette exigence peut créer des tensions, mais elles sont positives » [6]. Les managers n'ont qu'à bien se tenir !

[1] Le Monde, 13 janvier 2001.

[2] Le Monde, 10 janvier 2001.

[3] Le Monde, 23 décembre 2000.

[4] Wall Street Journal Europe, 22 janvier 2001.

[5] Liaisons sociales magazine, décembre 2000.

[6] Le Monde, 23 janvier 2001.